

Sous les paillettes, la rage !

17 mai, journée internationale de lutte contre les LGBTIphobies : motion prononcée au Congrès de SUD éducation.

Tout comme le reste de la société, les discriminations anti-LGBTI+ gangrènent l'Éducation Nationale et l'Enseignement Supérieur et la Recherche. Les personnels subissent l'oppression hétérosexiste et les discriminations. Ce sont toutefois les élèves et les étudiant-es qui sont agressé-es en premier lieu (85% des agressions, d'après le rapport SOS homophobie 2021). Les jeunes LGBTI+ subissent

de nombreuses violences au quotidien : injures, harcèlements, mépris, outings. Ces violences proviennent souvent de leurs pairs mais sont aussi le fait de membres de la communauté éducative : plus d'une agression sur 3 est le fait des adultes (d'après le rapport SOS homophobie 2021). On ne peut dès lors que regretter

le manque de formations à ce sujet. L'actualité de ces deux dernières années nous montre pourtant que ces discriminations peuvent entraîner la mort : avec les suicides de Doona (étudiante trans à Montpellier, septembre 2020), d'Avril (lycéenne trans à Lille, décembre 2020) ou encore de Dinah (lycéenne lesbienne et dite « racisée » à Mulhouse, octobre 2021). Les jeunes victimes d'homophobie et de transphobie sont 2 à 7 fois plus touché-es par le suicide que les autres jeunes. Face à ces drames, le gouvernement réagit peu, voire passe sous silence les causes des suicides.

En avril 2022, le président Emmanuel Macron prend position contre le fait

d'aborder les questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre à l'école primaire et met en cause la légitimité de le faire au collège. Le ministre de l'Éducation Nationale, quant à lui, accuse ceux qui se battent contre les discriminations racistes, sexistes et LGBTI+phobes de faire de la propagande.

SUD Éducation s'engage pour lutter contre les discriminations, anti-LGBTI+ et hétérosexistes, au travers de la formation des personnels. De nombreux tracts sur ces discriminations sont produits et

formation initiale et continue pour les personnels...). L'administration a pour obligation de soutenir, d'aider et de défendre tous les membres de la communauté éducative qui, du fait de leur identité de genre et/ou orientation sexuelle subiraient diverses formes de brimades, de harcèlement ou de discriminations, (élèves, administration, collègues, parents). Pour SUD Éducation, l'administration doit accompagner ces membres dans leurs démarches, y compris dans le cadre d'un changement de genre et/ou d'identité,

en veillant à leur assurer un environnement sécurisé pour qu'ils puissent effectuer leur parcours sans être mis en danger dans leur milieu éducatif et professionnel. C'est dans cette dynamique que notre organisation syndicale doit continuer de se construire de manière inclusive et ouverte aux personnes



distribués auprès des personnels. SUD Éducation élabore des brochures sur l'accueil des élèves et des étudiant-es LGBTI+ et la défense des droits des personnels LGBTI+. Nous proposons localement et fédéralement des stages de formation syndicale sur les LGBTI+phobies et des stages antisexistes où ces notions sont abordées. Nous continuons de porter au sein de l'Éducation Nationale nos revendications sur ces sujets (ré-intégration du concept de genre, effectivité des séances d'éducation à la vie sexuelle et affective avec prise en compte de toutes les orientations sexuelles et identités de genre, respect du prénom et du pronom d'usage pour les élèves et les personnels trans,

LGBTI+. Nous devons réfléchir en profondeur à la prise en compte dans notre militantisme de toutes les problématiques LGBTI+, afin d'élaborer ensemble des revendications à la hauteur des enjeux; Notre syndicat doit poursuivre ses actions de lutte pour la transformation sociale et pour les droits des travailleur-euses. La revendication et l'obtention de nouveaux droits, la déconstruction des stéréotypes de genre pour gagner une égalité totale et abolir les discriminations doivent continuer à être un objectif pour la fédération SUD Éducation.